

5 juillet 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-tunisiennes, à Tunis le 5 juillet 2013.

LE PRESIDENT - Bien, Mesdames, Messieurs, ce voyage, cette visite d'État s'achève bientôt. Je vais rencontrer tout à l'heure des personnalités de la société civile, les responsables des partis d'opposition puis enfin la communauté française. J'aurai également un entretien avec le consul honoraire de Benghazi qui a été victime d'une agression pour ne pas dire d'un attentat et qui nous donnera son témoignage et nous lui prodiguerons toute notre solidarité et notre admiration d'être sorti comme il est sorti indemne de ce piège.

Mesdames, Messieurs, ce voyage, cette visite avait pour moi un seul objet, c'était d'appuyer, au nom de la France, la transition démocratique en Tunisie dans le contexte que l'on sait et de dire notre amitié au peuple tunisien dans son ensemble et lui affirmer que la France serait toujours à ses côtés quelles que soient les circonstances pour réussir la révolution tunisienne. Il ne s'agit pas de nous ingérer ni de donner la leçon mais de faire en sorte que ce qui s'est produit en Tunisie puisse être un succès pour la Tunisie, pour la relation entre la France et la Tunisie, mais plus largement, pour offrir un exemple à la Méditerranée dans son ensemble et à tous les peuples qui luttent pour leur liberté.

Les rencontres que j'ai eues avec le président de la République, Moncef MARZOUKI, avec le gouvernement et le Premier ministre, avec aussi l'Assemblée nationale constituante, n'avaient que ce seul objectif, non pas choisir entre les uns et les autres, non pas participer au débat public telle n'est pas la place de la France, mais tout simplement dire que, soucieux des libertés, des droits, de l'égalité des femmes par rapport aux hommes, nous voulons, nous souhaitons que la Tunisie puisse accomplir sa révolution jusqu'au bout avec une Constitution qui garantira l'État de droit, qui fixera les pouvoirs et les contre-pouvoirs, permettra de donner aussi des garanties en matière de liberté et d'égalité, puis ensuite, avec des élections libres. Je rappelle que la Tunisie n'a connu qu'un scrutin libre depuis l'indépendance, celui de 2011, et que c'est donc avec grande méticulosité, grande exigence que les Tunisiens préparent le prochain scrutin, les prochains scrutins.

La France sera aussi aux côtés des Tunisiens en favorisant le développement économique. C'est pourquoi la délégation qui m'accompagnait, au-delà des ministres, au-delà des élus et je les en remercie qui sont ici, était constituée de chefs d'entreprise nombreux qui, présents déjà en Tunisie depuis des années, entendaient nouer des nouveaux partenariats dans le cadre d'une coopération refondée telle que je l'ai présentée aussi bien aux acteurs politiques qu'économiques, avec un modèle, le codéveloppement, une innovation majeure, la conversation de la dette, et avec aussi le souci de créer des alliances qui permettront aux Tunisiens et aux Français de pouvoir d'abord tirer le meilleur parti de ce potentiel formidable qui est d'avoir des Tunisiens qui viennent en France, souvent avec une double nationalité, et des Français qui sont en Tunisie et qui peuvent se rassembler pour porter des initiatives et des projets.

Mais nous pouvons aussi faire davantage, nouer ces alliances pour aller conquérir des marchés ensemble en Afrique et au-delà. Nous avons aussi affirmé le principe d'une communauté méditerranéenne, c'est-à-dire de ce dialogue, de cette initiative qui a été tentée tellement de fois, pas toujours réussie, pour qu'il y ait un vrai partenariat entre l'Europe et la Méditerranée. Nous avons signé bon nombre d'accords dans bien des domaines économiques. Je ne vais pas ici les citer tous : l'agroalimentaire, les énergies, les nouvelles technologies, le tourisme. Le tourisme qui

citer tous : l'agroalimentaire, les énergies, les nouvelles technologies, le tourisme. Le tourisme qui est une des richesses de la Tunisie. Et si j'ai tenu à faire cette conférence de presse ici, dans ce lieu prestigieux et dans ce cadre fabuleux, c'est aussi pour convaincre que nos compatriotes et beaucoup d'autres peuvent venir en Tunisie passer des vacances, sans oublier la France, parce qu'il y a ici toutes les conditions d'un séjour sûr et agréable. Et quand on est en Tunisie, après, on a le mal du pays, on revient en France et on découvre d'autres paysages.

Voilà ce que j'ai entendu porter et aussi un message en direction de la jeunesse, des créateurs, des hommes et des femmes qui veulent circuler, que nous faciliterons tous ces échanges, toute cette mobilité tant demandée et pas toujours facilitée jusqu'à présent. Nous avons déjà pris beaucoup de mesures. Je remercie l'ambassade, les services consulaires. Cent mille visas sont délivrés. C'est considérable ! Nous pouvons faire encore plus vite sans doute. Nous avons visité ce matin un musée splendide où le LOUVRE s'est impliqué. Nous avons eu également des échanges avec les jeunes, les volontaires. Je remercie Martin HIRSCH comme je remercie Jack LANG aussi pour l'INSTITUT DU MONDE ARABE. Bref, je ne vais pas ici faire la liste de tous ceux, toutes celles qui contribuent à l'amitié entre la Tunisie et la France.

Ce que je retiens aussi, c'est l'attente qui est portée sur la France, l'espoir, la confiance. Nous avons encore eu un témoignage à Tunis où, en plus, nous venions de faire un acte fort, symbolique qui consiste à remettre des archives par rapport à un acte qui s'est produit en 1952, par rapport à un héros du peuple tunisien. Je pense que ce geste devait être fait. Il était plus que temps, il n'était pas trop tard. Voilà, Mesdames et Messieurs, les messages que je voulais vous délivrer. Je suis prêt à répondre à vos questions.

QUESTION - (Inaudible). Monsieur le président, la position de la France est confuse par rapport à l'incertitude de la agenda politique du gouvernement tunisien. Les accords économiques occultent-ils la dimension « droit-homme » de la France ?

LE PRESIDENT - Sûrement pas ! Tout au long de cette visite, je n'ai cessé de rappeler que, pour nous, la révolution tunisienne, c'étaient les droits de l'homme, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'indépendance de la justice, l'État de droit, les libertés, le pluralisme de la presse. Plusieurs cas nous ont été évoqués par les associations que j'ai rencontrées, par les jeunes, par les femmes. Sur tous ces cas, je m'en suis ouvert avec les autorités tunisiennes. Pas besoin de change. Si je ne venais ici que pour des contrats, je ne serais pas dans la dimension que j'ai voulu donner à cette visite d'État et que les Tunisiens dans leur ensemble ont voulu également porter par rapport à cette visite du premier président de la République française après la révolution tunisienne. Et par rapport à la agenda, je m'en suis enquis auprès des autorités et du Parlement, enfin de l'Assemblée constituante. J'ai été, de ce point de vue, rassuré. Que m'a-t-il été dit ? Mais je vérifierai car le temps est court par rapport à ce qui m'a été présenté. Qu'au mois de septembre, la Constitution pouvait être adoptée par l'Assemblée constituante, que l'Assemblée travaillerait même tout le mois d'août si c'était nécessaire, qu'ensuite, l'élection présidentielle pourrait avoir lieu ou à la fin de l'année ou au tout début de l'année prochaine, les élections législatives suivraient. Je ne suis pas l'arbitre. On ne m'a pas fait venir pour savoir si c'était ce mois-ci ou ce mois-là. J'ai considéré que, par rapport à ce qu'était la transition, c'était un agenda qui me paraissait conforme au bel esprit de la révolution tunisienne.

QUESTION - Bonjour Monsieur le président. Roselyne FEBVRE de FRANCE 24.

LE PRESIDENT - Oui.

QUESTION - Ce matin, vous avez évoqué les valeurs positives de la Tunisie. Ce qui vous a permis d'ailleurs de glisser quelques subtiles recommandations. Alors, pensez-vous que les événements en Égypte vont servir d'avertissement à la Tunisie ? Vont-ils en tirer les leçons ? J'aimerais avoir votre analyse personnelle sur ce sujet.

LE PRESIDENT - Je vais parler de l'Égypte et puis je reviendrai en Tunisie parce que même si des comparaisons peuvent être faites, il y a des réalités différentes. Quest-ce qui se passe en Égypte ? Depuis plusieurs semaines, des mouvements considérables et l'armée qui prend la responsabilité de déposer le président. Je lui dit, c'est un échec, un échec pour tous ceux qui soutenaient ce processus. Il y a des risques. On voit bien les tensions qui peuvent encore survenir et se durcir, s'intensifier, des appels à des manifestations, des arrestations, des morts. Que doit

dire la France et pas seule avec la communauté internationale ? Le retour le plus vite possible au processus politique de la démocratie, du pluralisme donc des élections et demander à tous les protagonistes, quel que soit leur sentiment, leur rancune ou leurs craintes, de chercher le rassemblement et l'apaisement pour revenir au processus politique et donc pour arriver le plus vite possible à des élections incontestables. La comparaison maintenant. La responsabilité de la Tunisie est très grande, c'est ainsi, surtout avec ce qui se passe en Libye je parlais de la violence qui s'y est installée et de l'insécurité, ce qui se passe en Égypte avec, pour le moment, une incertitude et la crainte de l'interruption d'un processus même si tout doit être fait pour le reprendre, ce qui se passe en Syrie (une guerre civile). Donc, quelle est la responsabilité du peuple tunisien, des responsables tunisiens ? Tous, qu'ils soient dans la coalition au pouvoir, qu'ils soient dans l'opposition, c'est de réussir, de montrer que le printemps arabe peut connaître son aboutissement au service de la liberté et de la démocratie. Oui, c'est une responsabilité très grande que la Tunisie puisqu'elle a été la première à faire le printemps arabe, à faire la révolution, à renverser une dictature, à engager une transition politique. Et tous mes interlocuteurs et j'en aurai sûrement confirmation du côté des forces politiques dites de l'opposition sont conscients de l'enjeu pour la Tunisie et pour l'ensemble du monde arabe. J'ai senti cet esprit de gravité parmi tous mes interlocuteurs au plus haut niveau. Mais aussi par rapport à la jeunesse, au monde associatif qui s'est engagé, la Tunisie doit réussir. Et la responsabilité de la France, elle est aussi élevée. Nous n'avons pas été là au moment de la révolution. Je ne parle pas de moi. La France, elle n'a pas été là où elle devait être au moment de la révolution. Elle sera aux côtés des Tunisiens pour toute la période de la transition et, j'espère, bien au-delà.

QUESTION - (Inaudible).

QUESTION - Je répète ma question ?

QUESTION - Bien

LE PRESIDENT - Je la répèterai (inaudible) parce que je peux J'ai le micro, moi.

QUESTION - Sachant qu'AL-QAÏDA, qui est traquée en Afghanistan et au Pakistan, cherche depuis quelque temps à s'implanter dans le Sahel et en Afrique du Nord. Et craignez-vous, Monsieur le président, qu'après l'intervention française au Mali, que la France puisse être la cible d'attentats terroristes en représailles ? Merci.

LE PRESIDENT - Cette question-là, elle m'a été posée dès le premier jour de l'intervention française au Mali avec les armées africaines et nous, nous prenons toutes les mesures nous permettant de conjurer ces menaces. Mais je réponds directement à votre question : a-t-on parlé avec les autorités tunisiennes du terrorisme et de la lutte implacable qu'il convient de mener contre lui ? Oui, nous en avons parlé et nous soutiendrons tous les efforts de la Tunisie pour parvenir là où ce problème se pose, dans une partie du territoire, à ce combat-là contre le terrorisme. C'est une lutte qui nous concerne tous, pas la Tunisie simplement mais tout le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest. Qu'observe-t-on en Libye ? Des groupes terroristes y sont installés ! On nous signale puisque maintenant, tout est public qu'il y a des groupes terroristes qui sont passés du Mali et sont allés se mettre en Libye pour mener des actions. Et d'ailleurs, elles ont été intentées ces actions au Niger. Il y a donc à coordonner nos efforts, à fournir des matériels qui peuvent correspondre aussi à cette exigence. Nous en avons parlé avec le gouvernement tunisien qui prend, là aussi, cette bataille, cette lutte très au sérieux. Pour le Mali, je peux vous confirmer que suite aux accords qui ont été passés dis de Ouagadougou entre le gouvernement malien et les représentants de ce qu'on appelle les Touaregs et les différentes populations du Nord-Mali, le ministre des Affaires étrangères a particulièrement suivi cette question et nous avons eu cette conclusion d'un accord. Et aujourd'hui, même, les premiers éléments armés maliens sont à Kidal. Ce qui prouve bien que nous avons permis non seulement de chasser des groupes terroristes, mais de retrouver, pour le Mali, l'intégrité totale de son territoire.

QUESTION - Monsieur le président, bonjour. Jérémy BROSSARD, BFM TV. En France, le Conseil constitutionnel a invalidé les comptes de campagne de Nicolas SARKOZY. Votre prédécesseur annonce qu'il se retire du Conseil constitutionnel. Ses proches, certains d'entre eux en tout cas, crient à un complot politique. Vous êtes le garant, le gardien des institutions en France. Quel

regard vous portez sur cette situation qui est pour le moins assez inédite ? Merci.

LE PRESIDENT - Je n'ai pas à commenter et encore moins ici, en Tunisie, les comportements, les déclarations des acteurs ou des responsables politiques. En revanche, je suis le garant des institutions. C'est la fonction qui m'a été donnée par les Français le 6 mai dernier et qui me conduit à rappeler que le Conseil constitutionnel est une institution de la République qui, par son indépendance, règle des questions qui sont de sa seule autorité, des décisions qui s'imposent à tous. Et donc le Conseil constitutionnel doit être respecté, pleinement respecté, entièrement respecté et personne ne peut suspecter, mettre en cause cette institution sans alors mettre en cause l'ensemble des institutions. Voilà, s'il n'y a pas d'autres questions sur la Constitution française ou la Constitution tunisienne, je vous remercie

QUESTION - Monsieur le président, pour la RADIO TÉLÉVISION SUISSE s'il vous plaît. Ici, à votre gauche.

LE PRESIDENT - Oui.

QUESTION - Vous avez fait le choix de ne pas vous rendre dans l'intérieur de la Tunisie où est pourtant partie la révolution et où on peut entendre la gronde, la grogne de temps en temps. Pourquoi ce choix que d'être resté sur Tunis et son entourage ?

LE PRESIDENT - Mais vous pensez que je ne vais venir qu'une fois dans mon mandat en Tunisie ? Donc c'était la première visite je le disais que je faisais comme président de la République. Première visite qu'un chef d'État français faisait depuis la révolution. Je devais rencontrer les principaux responsables, aller devant l'Assemblée nationale constituante, rencontrer les chefs d'entreprise, voir les associations, avoir aussi à cœur de parler à la communauté française. Si je peux vous donner une impression personnelle, je n'ai pas eu beaucoup de temps pour faire tout cela mais j'ai eu tellement envie d'y revenir que j'irai dans la Tunisie de l'intérieur. Merci.